



Assemblée générale

Distr. générale
25 novembre 2015
Français
Original : anglais

Soixante-dixième session

Point 160 de l'ordre du jour

Financement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali

Situation de trésorerie de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport du Secrétaire général sur la situation de trésorerie de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) au 9 octobre 2015 (A/70/443). À cette occasion, il a rencontré des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des renseignements supplémentaires et des éclaircissements avant de lui faire parvenir des réponses écrites le 24 novembre 2015.

I. Historique

2. Par sa résolution 68/259 B, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant de 830 701 700 dollars aux fins du fonctionnement de la MINUSMA pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015. Comme suite à l'adoption de la résolution 2164 (2014) du Conseil de sécurité, le Secrétaire général a présenté une note sur les modalités de financement de la Mission pour l'exercice considéré (A/69/828), dans laquelle il a demandé l'ouverture d'un crédit supplémentaire d'un montant de 80 336 300 dollars.

3. Dans son rapport sur la question (A/69/889), le Comité consultatif a examiné la situation de trésorerie de la Mission au 17 mars 2015 et a jugé qu'il n'y avait pas lieu à ce stade d'ouvrir des crédits supplémentaires ni de mettre en recouvrement un montant supplémentaire. Il a recommandé que l'Assemblée générale autorise le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant maximum de 80 336 300 dollars pour financer le fonctionnement de la Mission pour l'exercice 2014/15 (par. 10). Par sa résolution 69/289 A, l'Assemblée a approuvé la recommandation du Comité et autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses



d'un montant ne pouvant dépasser 80 336 300 dollars pour l'exercice 2014/15. Elle a également prié le Secrétaire général de continuer de surveiller la situation de trésorerie de la Mission et de lui faire rapport à ce sujet, à titre exceptionnel, durant la partie principale de sa soixante-dixième session. Le rapport du Secrétaire général (A/70/443) a été établi comme suite à cette demande.

II. Situation de trésorerie de la Mission

4. Selon les chiffres préliminaires cités par le Secrétaire général dans son rapport, le montant total des dépenses de fonctionnement de la MINUSMA pour l'exercice 2014/15 s'élève à 906 199 000 dollars, alors que celui des crédits approuvés s'établit à 911 038 000 dollars, soit une sous-utilisation de 4 839 000 dollars (0,5 %). À la fin de juin 2015, le montant des paiements effectués s'élevait à 605 769 000 dollars et celui des engagements non réglés à 300 430 000 dollars (A/70/443, par. 7). S'étant renseigné, le Comité consultatif a obtenu la ventilation des engagements non réglés pour l'exercice et a appris que le montant de ceux-ci atteignait 169 857 200 dollars au 31 octobre 2015. Il constate que les montants restant à régler sont dans certains cas très élevés : par exemple un engagement non réglé portant sur l'achat de véhicules s'élève à 857 877 dollars et un autre portant sur l'achat de pièces de rechange et de fournitures informatiques s'établit à 1 484 103 dollars, la date de livraison étant fixée dans les deux cas au 30 juin 2016. **Le Comité examinera les engagements non réglés de la Mission de façon plus approfondie dans le cadre de son rapport sur l'exécution du budget de l'exercice 2014/15.**

5. Le Secrétaire général indique dans son rapport que les états financiers préliminaires non vérifiés montrent qu'au 30 juin 2015, le montant de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements s'élevait à 330 137 000 dollars et le montant total des contributions à recevoir des États Membres était de 30 728 000 dollars, ce qui serait suffisant pour faire face aux engagements de la MINUSMA à mesure qu'ils deviennent exigibles, sous réserve que la part de la Mission dans les placements gérés centralement par l'ONU (251 568 000 dollars) puisse être réalisée aisément (ibid., par. 8 et 9). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu un tableau qui indique la part revenant aux opérations de maintien de la paix et aux autres entités dans le montant de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements au 2 novembre 2015 et qui montre que la part de la Mission s'élève à 338 000 000 dollars (annexe I).

6. Le Comité consultatif a été informé que la Trésorerie de l'ONU centralisait et combinait les liquidités des entités du Secrétariat et d'autres entités participantes afin de les placer et que la part revenant à chaque participant était égale au montant des liquidités qui avaient été investies en son nom. Les fonds de gestion centralisée des liquidités comprenaient des dépôts à vue et à terme et des placements à court terme et à long terme, qui étaient gérés centralement, ainsi que les revenus cumulés de ces placements; la Trésorerie de l'ONU conservait des disponibilités et des titres négociables en quantité suffisante pour faire face aux engagements au moment où ils arrivaient à échéance. Le Comité a également été informé que la majeure partie de l'encaisse, des équivalents de trésorerie et des placements de ces fonds était disponible dans un délai d'un jour pour répondre aux besoins opérationnels et que seuls étaient détenus des actifs négociables qui pouvaient être facilement convertis en disponibilités. **Le Comité compte revenir sur le fonctionnement des fonds de**

gestion centralisée des liquidités, notamment la structure de gouvernance, les garde-fous et le mécanisme de prise de décisions, dans son prochain rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général.

7. Le Secrétaire général indique qu'au 9 octobre 2015 le montant des fonds en caisse de la Mission s'élevait à 540 400 000 dollars et celui de la réserve opérationnelle équivalant à trois mois de dépenses à 167 402 100 dollars, soit un solde des liquidités de 372 997 900 dollars. Sachant que l'on estime à 52 953 000 dollars le montant total dont il faudra disposer en décembre 2015 pour rembourser aux pays concernés les dépenses relatives aux contingents mis à la disposition de la MINUSMA, il est prévu que la Mission disposera de suffisamment de liquidités pour assurer les paiements jusqu'à la fin décembre 2015 compte tenu de sa situation de trésorerie actuelle (A/70/443, par. 10). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a obtenu des renseignements sur la situation de trésorerie et les dépenses mensuelles de la Mission entre juillet 2014 et septembre 2015, qui montrent que la MINUSMA détient des liquidités importantes et que les dépenses varient fortement d'un mois à l'autre (voir annexe II). **Le Comité compte bien que le Secrétaire général fournira des renseignements détaillés à ce sujet dans son rapport sur l'exécution du budget de la Mission pour l'exercice 2014/15. Il a l'intention de revenir sur la question de la gestion des liquidités dans les opérations de maintien de la paix, y compris sur la question de la réserve opérationnelle et sur l'incidence de la mise en application des Normes comptables internationales pour le secteur public et de l'utilisation d'Umoja sur la gestion des dépenses mensuelles, dans ses rapports sur les opérations de maintien de la paix. S'agissant de la MINUSMA, il se penchera sur la question dans son rapport sur l'exécution du budget de la Mission pour l'exercice 2014/15.**

8. Il est indiqué dans le rapport que la Mission dispose d'une marge de manœuvre suffisante concernant la gestion de son compte spécial et devrait pouvoir s'acquitter de ses obligations jusqu'au 30 juin 2016. Il est également indiqué que le Secrétaire général a engagé la totalité des dépenses autorisées par l'Assemblée générale et que des crédits devront donc être ouverts et mis en recouvrement. Le Secrétaire général abordera cette question dans son rapport sur l'exécution du budget de la MINUSMA pour l'exercice 2014/15 (A/70/443, par. 17).

III. Conclusion

9. Le Comité consultatif rappelle que, dans sa résolution 69/289 A, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à engager des dépenses pour l'exercice 2014/15 et l'a prié de continuer de surveiller la situation de trésorerie de la Mission. Le Comité estime que l'examen de la situation de trésorerie de la Mission au 9 octobre 2015 confirme le bien-fondé de l'autorisation donnée par l'Assemblée. Il analysera toute nouvelle demande d'ouverture de crédits et de mise en recouvrement concernant l'exercice 2014/15 au moment de la présentation du rapport sur l'exécution du budget. Le Comité recommande que l'Assemblée prenne note du rapport du Secrétaire général.

Annexe I

Part des opérations de maintien de la paix et d'autres entités dans la trésorerie, les équivalents de trésorerie et es placements au 2 novembre 2015

(En millions de dollars des États-Unis)

MINURSO	9,3
MINUSCA	284,0
MINUSMA	338,0
MINUSTAH	93,0
MONUSCO	387,5
MINUAD	364,8
FNUOD	29,5
UNFICYP	22,6
FINUL	245,6
FISNUA	129,8
MINUK	7,1
MINUL	77,4
MINUSS	325,0
ONUCI	169,4
UNSOA	167,4
Total partiel	2 650,4
Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix de la paix	61,9
Base de soutien logistique des Nations Unies	24,0
Total partiel	85,9
MINURCA	-0,1
MINURCAT	42,0
MONUA	15,3
ONUB	2,3
ONUMUZ	0,3
ONUSAL	0,4
MINUAR	16,2
MINUSIL	6,1
MONUIK	1,1
MINUEE	2,2
MINUBH	5,1
MINUHA	17,1
MINUS	26,7
MANUTO	3,9
MINUT	8,3

Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge	0,0
MONUT	0,1
MONUG	1,3
MONUL	0,2
ONUSOM	0,1
FORDEPRENU	6,6
FORPRONU	75,9
MANUH	0,2
MISNUS	3,0
APRONUC	0,5
GANUPT	0,5
ATNUSO	5,2
Total partiel	240,5
Budget ordinaire et compte spécial	646,0
Total partiel	646,0
Fonds de réserve pour le maintien de la paix	138,7
Total partiel	138,7
Fonds général de l'Organisation des Nations Unies	625,0
Compte spécial	19,0
Autres fonds généraux	27,0
Comptes subsidiaires pour le maintien de la paix	3217,0
Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie	74,0
Tribunal pénal international pour le Rwanda	40,0
Mécanisme appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux	71,0
Plan-cadre d'équipement	45,0
Total partiel	4119,0^a
Autres fonds d'affectation spéciale et fonds spéciaux relevant du fonds principal de gestion centralisée des liquidités du Siège de l'ONU	3610,0
Total partiel	3610,0
Total	11490,5

Abréviations : APRONUC = Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge; ATNUSO = Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental; FINUL = Force intérimaire des Nations Unies au Liban; FISNUA = Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei; FNUOD = Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement; FORDEPRENU = Force de déploiement préventif des Nations Unies; FORPRONU = Force de protection des Nations Unies; GANUPT = Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition; MANUH = Mission d'appui des Nations Unies en Haïti; MANUTO = Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental; MINUAD = Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour; MINUAR = Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda;

(voir suite des abréviations page suivante)

(Suite des abréviations)

MINUBH = Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine; MINUEE = Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée; MINUHA = Mission des Nations Unies en Haïti; MINUK = Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo; MINUL = Mission des Nations Unies au Libéria; MINURCA = Mission des Nations Unies en République centrafricaine; MINURCAT = Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad; MINURSO = Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental; MINUS = Mission des Nations Unies au Soudan; MINUSCA = Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine; MINUSIL = Mission des Nations Unies en Sierra Leone; MINUSMA = Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali; MINUSS = Mission des Nations Unies au Soudan du Sud; MINUSTAH = Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti; MINUT = Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste; MISNUS = Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne; MONUA = Mission d'observation des Nations Unies en Angola; MONUG = Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie; MONUIK = Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït; MONUL = Mission d'observation des Nations Unies au Libéria; MONUSCO = Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo; MONUT = Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan; ONUB = Opération des Nations Unies au Burundi; ONUCI = Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire; ONUMAZ = Opération des Nations Unies au Mozambique; ONUSAL = Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador; ONUSOM = Opération des Nations Unies en Somalie; UNFICYP = Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre; UNSOA = Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie.

^a Les chiffres étant arrondis, le total ne correspond pas à la somme des éléments.

Annexe II

Évolution de la situation de trésorerie et du montant cumulé des dépenses mensuelles entre juillet 2014 et septembre 2015

(En milliers de dollars des États-Unis)

	28 juillet 2014	25 août 2014	29 septembre 2014	27 octobre 2014	24 novembre 2014	29 décembre 2014	26 janvier 2015	23 février 2015	30 mars 2015	27 avril 2015	18 mai 2015	29 juin 2015	27 juillet 2015	31 août 2015	30 septembre 2015
Liquidités	132 400,0	164 000,0	316 200,0	711 300,0	677 000,0	708 500,0	648 100,0	612 800,0	503 800,0	471 100,0	443 200,0	333 300,0	225 500,0	246 500,0	419 700,0
Réserve opérationnelle équivalent à trois mois de dépenses ^a	207 675,4	207 675,4	207 675,4	207 675,4	147 285,4	147 285,4	147 285,4	147 285,4	147 285,4	154 948,4	154 948,4	147 285,4	147 285,4	167 402,1	167 402,1
Liquidités restant après déduction de la réserve opérationnelle ^b	(75 275,4)	(43 675,4)	108 524,6	503 624,6	529 714,6	561 214,6	500 814,6	465 514,6	356 514,6	316 151,6	288 251,6	186 014,6	78 214,6	79 097,9	252 297,9
Dépenses mensuelles (montant cumulatif)	37 339,2	89 922,0	204 496,8	249 945,0	390 133,1	450 932,7	478 026,6	535 741,6	609 000,8	636 139,7	689 018,2	905 474,5	145 555,3	207 806,4	267 060,1

^a Non compris le montant des sommes à rembourser aux pays fournisseurs de contingents ou d'unités de police constituées.^b Montant des liquidités pouvant servir à rembourser les pays fournisseurs de contingents ou d'unités de police constituées.